RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE

Union – Discipline – Travail

EXPÉDITION

DÉCISION N° CI-2021-EL-090/17-03/CC/SG

du 17 mars 2021 relative à la requête de Monsieur Kalifa Lanciné DIABATE aux fins de contestation de l'élection de messieurs MELO Oundieu Olivier et NAMAN Seni Berni dans la circonscription électorale n° 193

AU NOM DU PEUPLE DE CÔTE D'IVOIRE,

LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL,

Vu la Constitution ;

Vu le Code électoral ;

Vu la loi organique n° 2001-303 du 05 juin 2001 déterminant l'organisation et le fonctionnement du Conseil constitutionnel ;

Vu le décret n° 2005-291 du 25 août 2005 déterminant le règlement, la composition et le fonctionnement des services, l'organisation du Secrétariat général du Conseil constitutionnel, ainsi que les conditions d'établissement de la liste des rapporteurs adjoints ;

Vu la décision n° 002/CEI/EDAN/CC du 09 mars 2021 portant proclamation des résultats provisoires des élections des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 ;

Vu la requête de Monsieur Kalifa Lanciné DIABATE en date du 08 mars 2021, enregistrée au Secrétariat général du Conseil constitutionnel le 12 mars 2021, sous le numéro 092/EL/2021 ;

Vu les pièces du dossier ;

Ouï le rapporteur ;

Considérant que, par la requête susvisée, Monsieur Kalifa Lanciné DIABATE, candidat indépendant à l'élection des députés à l'Assemblée nationale du 06 mars 2021 dans la circonscription électorale n° 193, Daleu, Danané, Gbon-houyé ; Kouan-houlé et Séileu, communes et sous-préfectures, a saisi le Conseil constitutionnel aux fins de contester le déroulement du scrutin et les résultats du vote dans la circonscription électorale sus-indiquée ;

Considérant qu' au soutien de sa requête, le requérant explique que le scrutin du 06 mars 2021 dans la circonscription électorale n° 193, est entaché de graves irrégularités pour lesquelles il demande l'annulation du résultat qui en est sorti, lesquelles irrégularités portent sur des procès-verbaux ne comportant pas de stickers, des procès-verbaux avec des stickers non conformes, des procès-verbaux sur lesquels figurent des écarts de chiffres entre le nombre de votants et les suffrages exprimés, des feuilles d'enregistrement en lieu et place des procès-verbaux et le vote des personnes d'astreintes ; qu'il précise que ces irrégularités ont mis gravement en doute la crédibilité des résultats provisoires du scrutin qu'il conteste et rejette ;

Considérant qu'en réplique à la requête susvisée, messieurs MELO Oundieu Olivier et NAMAN Seni Berni, dont l'élection est contestée, ont, par les écritures de la SCPA LES OSCARS, Avocats au barreau de Côte d'Ivoire, conclu au mal fondé de ladite requête et à son rejet ;

Considérant qu'ils soutiennent qu'un procès-verbal ne comportant pas de sticker ne constitue pas une cause d'invalidité de l'élection ; que cette tâche qui incombe aux agents de la Commission Electorale Indépendante ne peut être imputée aux candidats ; qu'en outre, le requérant qui dénonce la non-conformité des stickers ne précise pas ce que signifie cette expression ; qu'en conséquence ce moyen flou et vague ne peut qu'être rejeté ; qu'il relève par ailleurs, un écart entre le nombre de votants et les suffrages exprimés, alors que les copies des procès-verbaux produites par lui ne le mentionnent nulle part et ne donnent aucune indication susceptible de permettre d'identifier les bureaux de vote (BV) où ces écarts ont été constatés ; qu'il n'apporte pas non plus la preuve de l'existence des feuilles d'enregistrement en lieu et place des PV et ne rapporte pas la preuve de ce que cela constitue une irrégularité ; qu'enfin le requérant soutient que des personnes d'astreinte, au nombre de soixante-dix (70) hommes et soixante-dix-huit (78) femmes ont voté au bureau n° 02 du groupe scolaire Houphouët ville ; qu'une telle affirmation est manifestement inexacte dans la mesure où il ne peut y avoir plus de

cinq (05) personnes d'astreinte dans un bureau de vote ; que si cela a été mentionné sur un procès-verbal de dépouillement, cela résulterait d'une simple erreur matérielle sur ledit document ;

Qu'il conclut que la requête par laquelle le Conseil constitutionnel a été saisie est sans fondement et encourt le rejet ;

Considérant sur la forme, **que** Monsieur Kalifa Lanciné DIABATE, candidat à l'élection des députés du 06 mars 2021 dans la circonscription électorale n° 193 a la qualité pour agir ; que sa requête a été introduite dans les forme et délai prévus par la loi ; qu'il échet de la déclarer régulière et recevable ;

Considérant, sur le fond, **que** le requérant n'apporte aucune preuve des griefs qu'il soulève et ne produit aucune pièce justificative de ses prétentions ; qu'au surplus, ses représentants ont signé tous les procès-verbaux sans y mentionner une quelconque observation en rapport avec les griefs formulés dans sa requête ;

Qu'en outre, le défaut de sticker sur les procès-verbaux n'est pas une condition d'invalidité desdits procès-verbaux ; qu'il ne rapporte pas la preuve que des personnes d'astreintes ont pris part au scrutin dans le bureau vote n°02 du groupe scolaire Houphouët ville ;

Considérant qu'il résulte de tout ce qui précède que la requête de Monsieur Kalifa Lanciné DIABATE est mal fondée, et qu'il échet de la rejeter ;

DÉCIDE :

Article premier : La requête de Kalifa Lanciné DIABATE est recevable en la forme ;

Article 2 : Ladite requête est mal fondée et est rejetée ;

Article 3 : La présente décision sera notifiée aux parties, à la Commission Electorale Indépendante, ainsi qu'à l'Assemblée nationale et publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire ;

Décision délibérée par le Conseil constitutionnel en sa séance du mercredi 17 mars 2021 ;

Où siégeaient :

Mesdames et Messieurs

Mamadou KONÉ	Président
Jacqueline LOHOUÈS-OBLE	Conseiller
Ali TOURÉ	Conseiller
Vincent KOUA DIÉHI	Conseiller
Assata KONÉ épouse SILUÉ	Conseiller
Rosalie KOUAMÉ KINDOH épouse ZALO	Conseiller
Mamadou SAMASSI	Conseiller

Assistés de Monsieur CAMARA Siaka, Secrétaire général du Conseil constitutionnel, qui a signé avec le Président.

Le Secrétaire Général

CAMARA Siaka

Le Président

Mamadou KONÉ

POUR EXPÉDITION CERTIFIÉE CONFORME À LA MINUTE

Abidjan, le 17 mars 2021

Le Secrétaire général

CAMARA Siaka